



Development
Cooperation
Network

FOCUS SYNDICAL sur le DÉVELOPPEMENT

NUMÉRO 9

FÉVRIER 2010

DANS CE NUMÉRO:

Éditorial 1-2

Actualités du
réseau 2-3

Politiques de
coopération au
développement 3-9

Divers du réseau 9-10

Appels à projets 10

Ressources 11

Agenda
2010 12

1. Éditorial

2010: ACCÉLÉRATION DES DÉBATS

«La crise mondiale et l'efficacité de l'aide..Nouvelles approches en matière de coopération au développement » sera le thème central de **la Conférence de la CSI à Madrid, les 16 et 17 mars 2010**. Une participation de haut niveau composée de décideurs européens et espagnols est attendue pour cet événement organisé sous les auspices de la présidence espagnole de l'UE et des syndicats espagnols. Le professeur José Antonio Ocampo, ancien secrétaire général adjoint de l'ONU, fort d'une expérience internationalement reconnue dans le domaine de la crise et des défis du développement, sera le principal orateur de la conférence.

La Conférence accueillera également des interventions de l'UNIFEM, instrument de l'ONU dédié à l'autonomisation des femmes, de l'Union européenne, de l'Union africaine, de l'OIT et du président du CAD/OCDE, Eckhard Deutscher, qui interviendra lors de la seconde journée de la conférence. Le gouvernement espagnol sera représenté à la fois au niveau politique le plus élevé et à travers les principaux décideurs et experts en matière de coopération au développement.

2010 verra aussi se concrétiser une partie du travail entrepris par la communauté OSC, y compris l'action de la CSI sur **l'efficacité des OSC**. Le Groupe de facilitation global du Forum Ouvert s'est réuni à Mexico en janvier et Anna Nitoslawski (CTC) nous a représentés à cette réunion (voir son rapport à la page 8 de la présente lettre d'information).

Le RSCD a également poussé plus avant la réflexion sur les Principes à l'issue des travaux de l'Axe de travail 1, qui ont suivi la réunion de Runö/Stockholm, en octobre. Les 26 et 27 janvier, à Elewijt (Belgique), un petit groupe informel d'experts de différentes organisations a participé à un exercice qui avait pour objet de définir la portée des Principes, des Indicateurs et des Méthodologies. Les conclusions du groupe serviront de base aux discussions concernant le programme de travail pour 2010 ainsi que pour la suite donnée à la discussion sur les Principes.

Les 26 et 27 février a eu lieu un premier **séminaire de formation et de plaidoyer s'adressant aux responsables des organisations membres**

“faire du plein emploi et de la possibilité pour chacun, de trouver un travail décent et productif, les objectifs fondamentaux de nos politiques nationales et internationales de développement”

Avec la contribution du
programme des Acteurs Non
Étatiques de l'Union
européenne



Document final du Sommet mondial de 2005 §47

du RSCD et consacré aux instruments et politiques de l'UE en matière de coopération au développement. D'autre part, des réunions ont eu lieu avec les coordinateurs régionaux chargés de la coopération au développement pour l'Afrique, l'Asie-Pacifique et les Amériques. Celles-ci viseront à amorcer une discussion sur la mise en œuvre des programmes d'action au niveau des régions et à définir une stratégie pour améliorer le développement des capacités et le plaidoyer à l'échelon de pays, au même titre que le travail en réseau à l'échelon régional.

Le mois de mars promet d'être particulièrement chargé, non seulement en raison de la Conférence de Madrid mais aussi parce qu'un premier atelier de travail dans le cadre de l'action sur **l'Appropriation démocratique (Unité de travail sur l'efficacité de l'aide)** sera organisé à Paris les 3 et 4 mars. Ce dernier a un lien direct avec la réunion GOVNET (CAD/OCDE) qui aura lieu la veille. La CSI facilitera également les travaux d'un agent de liaison OSC qui sera attaché à la CSC-OCDE à partir de début mars.

Enfin, et ce n'est pas tout, **le « Quadrilogue de l'UE » sur le Dialogue structuré entre la communauté OSC, la Commission, le Parlement européen et les Etats membres démarrera officiellement fin mars.** La CSI a participé aux préparatifs de cet exercice de dialogue aux côtés des autres plates-formes OSC en faisant preuve d'ouverture d'esprit et avec la conviction que la construction du « consensus » annoncée se traduira par un véritable exercice d'appropriation démocratique des politiques en matière de coopération au développement, non seulement par les partenaires institutionnels mais en incluant et respectant la voix de la société civile dans la construction du consensus. Ceci afin d'assurer que les questions importantes à l'ordre du jour du Quadrilogue seront débattues dans un réel esprit de « coopération. »

La CSI espère que le Quadrilogue contribuera à l'amélioration des instruments de l'UE et au développement de stratégies plus viables du point de vue social, pour combattre la pauvreté et promouvoir la justice sociale.

2. Actualités du réseau

Le Réseau compte sa propre page web (<http://www.tudcnetwork.org>) sur le [site web de la CSI](#). Vous trouverez les dernières nouvelles concernant les positions syndicales, les actions de solidarité et des informations mises à jour sur les activités. Veuillez envoyer toute information utile afin qu'elle soit publiée dans nos prochains numéros au responsable de l'information du Réseau: luc.vermeersch@ituc-csi.org.

(Veuillez envoyer les informations pour le prochain numéro avant fin mars)

SECRETARIAT DE LA COOPÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE AU DÉVELOPPEMENT - LO-TCO

Le Secrétariat de la coopération syndicale internationale au développement du syndicat suédois LO-TCO a été créé il y a plus de 30 ans par ses deux membres : la Confédération syndicale suédoise (Landsorganisationen – LO / travailleurs du secteur industriel) et la Confédération suédoise des employés professionnels (Tjänstemännens centralorganisation – TCO / travailleurs du secteur tertiaire) en coopération avec SIDA (Swedish International Development cooperation Agency – agence relevant du Ministère suédois des affaires étrangères). LO et TCO représentent un total de 3,2 millions de membres.

Conférence internationale RSCD
MADRID
16-17 mars 2010

“La crise mondiale et l'efficacité de l'aide”

LO-TCO dispose de trois lignes budgétaires principales :

1. Projets en Afrique / Amérique latine / Asie / Europe de l'Est
2. Projets d'information et de communication (publications, subventions à l'intention des journalistes de magazines des syndicats...)
3. Projets dans le domaine de l'assurance de la qualité, de l'élaboration de méthodes, des évaluations, du renforcement des capacités des partenaires, du travail en réseau.

Le financement des projets provient intégralement de SIDA et est attribué aux syndicats suédois intervenant dans la coopération au développement, aux Fédérations syndicales internationales, aux organisations régionales et locales. Les projets peuvent se faire sur une base de longue durée, mais avec un cycle de trois ans au maximum. Le principal objectif de LO-TCO est de renforcer les syndicats et ainsi le dialogue social, la démocratie et l'égalité, afin d'améliorer les conditions de vie des travailleurs et d'éradiquer la pauvreté.

[Pour en savoir plus, veuillez consulter le site Web de LO TCO.](#)

SÉMINAIRE DE FORMATION ET DE PLAIDOYER À L'INTENTION DES CADRES DES ORGANISATIONS SYNDICALES EUROPÉENNES SUR : « LES INSTRUMENTS DE L'AIDE EXTÉRIEURE ET LES STRUCTURES DE DÉCISION POLITIQUE DE L'UNION EUROPÉENNE »

Le Réseau Syndical de coopération au Développement (RSCD) a inclus dans son plan de travail 2010, l'idée de regrouper les cadres d'organisations syndicales de pays de l'UE ainsi que ceux des organisations régionales de la CSI dans un séminaire de mise à niveau et de plaidoyer. Cette initiative facilitera la compréhension des opportunités offertes par les instruments de l'UE pour la coopération syndicale ; de même qu'elle permettra d'évaluer l'interaction entre les différents niveaux (national, UE, international et dans le Sud) dans le cadre de définition des politiques de développement et la capacité des organisations syndicales à influencer les processus y relatifs.

Veuillez [cliquer ici pour accéder aux documents.](#)

3. Politiques de coopération au développement

LE PROGRAMME 'INVESTIR DANS LES PERSONNES' ('INVESTING IN PEOPLE -IIP').

Le département CDE de la CSI a participé à la consultation menée par la Commission européenne (DG Développement) sur le programme 'Investir dans les personnes' ('Investing in people -IIP'). Le programme fait partie de l'ICD - Instrument de coopération au développement (pour les pays en voie de développement) et dispose d'un budget annuel de près de 130 millions d'euros. Le programme contient un volet qui concerne particulièrement les syndicats : il s'agit de l'objectif lié à la cohésion sociale et au travail décent. La Commission européenne (CE) réalise actuellement l'évaluation à mi-parcours de ce programme afin de vérifier et éventuellement de réviser les priorités sur le plan politique. Le département DCE de la CSI a soumis une contribution écrite à ce processus. Les documents annexés sont les suivants : [Texte de la CE concernant l'évaluation à mi-parcours du programme IIP](#) (anglais) et [document d'orientation de la CSI](#) (anglais).

Pour en savoir plus, veuillez contacter : paola.simonetti@ituc-csi.org

**Conférence internationale RSCD
MADRID
16-17 mars 2010**

“La crise mondiale et l'efficacité de l'aide”

LE DIALOGUE STRUCTURÉ ENTRE LA COMMUNAUTÉ DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE (OSC), LA COMMISSION EUROPÉENNE, LE PARLEMENT EUROPÉEN ET LES ÉTATS MEMBRES

Le 23 mars 2010, l'UE lancera officiellement un nouveau Dialogue structuré qui réunira la Commission européenne, le Parlement européen, les États membres et la communauté des OSC.

Caractéristiques :

L'année dernière, la Commission (EuropeAid) a annoncé qu'elle souhaitait relancer un nouveau processus de « Palerme », dans la lignée du processus de Palerme I ayant donné lieu en 2003/2004 à la restructuration du budget dévolu aux ONG transformé en programme pour les acteurs non-étatiques (ANE) au titre du nouvel Instrument de coopération au développement (ICD). À cette époque, seule la CONCORD, plateforme européenne des ONG liées au développement, représentait la communauté des OSC.

La Commission a proposé de relancer un dialogue similaire en tenant compte d'un certain nombre d'évolutions et de possibilités :

L'élargissement de l'éventail d'acteurs engagés (des ONG aux OSC)

L'émergence de l'Agenda sur l'efficacité de l'aide (Agenda d'action d'Accra)

La préparation d'un nouvel ICD avec l'arrivée à échéance de l'instrument actuel en 2013.

Certains des documents de fonds et d'autres éléments d'information connexes, ainsi qu'une présentation « officielle » des objectifs et résultats possibles du dialogue, sont disponibles sur le site web d'EuropeAid.

http://ec.europa.eu/europeaid/who/partners/civil-society/structured-dialogue_fr.htm

La CSI a pris part à la fois à la première réunion préparatoire du 22 juillet et à la réunion de présentation du 1^{er} février (CSI/RSCD était représenté par Paola Simonetti, Chargée du plaidoyer, Patrick Bergvall, de LO-TCO, et Jan Dereymaeker, du RSCD).

Pour la réunion du 1^{er} février, un document de discussion préliminaire avait été proposé par EuropeAid en vue de définir les objectifs et procédures. (en ligne ici)

Cette initiative a soulevé diverses questions parmi la communauté ANE/OSC quant aux objectifs, à la représentation, à l'inclusivité et à l'appropriation du processus, ainsi qu'au lien entre l'initiative de la Commission et les autres processus en cours sur l'efficacité de l'aide. La CSI, à l'instar d'autres plateformes d'OSC, a soumis ses propositions sur ces questions à la Commission/EuropeAid et à son équipe d'assistance technique. (Les comptes rendus de la réunion avec les autres plateformes sont disponibles ici)

Les principaux enjeux :

Objet : selon la définition de la Commission sur le site web,

le dialogue structuré a pour objectif d'améliorer l'efficacité des acteurs impliqués dans la coopération au développement par :

- 1. La recherche d'un consensus sur les principaux enjeux liés aux rôles des OSC et AL dans la coopération au développement***
- 2. L'identification de moyens pratiques afin d'améliorer l'efficacité de l'implication des OSC et des AL dans la coopération européenne et d'adapter les modes de faire de la CE***

Conférence internationale RSCD

MADRID

16-17 mars 2010

“La crise mondiale et l'efficacité de l'aide”

La communauté des OSC a accueilli favorablement cette définition mais a cependant exprimé **diverses inquiétudes** :

-Sur la « recherche d'un consensus » qui n'est menée et prise en charge que par la Commission. Ce processus, pour être véritablement participatif, devrait permettre à ***tous les partenaires du dialogue de se l'approprier.***

-***Sur l'inclusivité de la communauté des OSC.*** La Commission a certes reconnu l'élargissement étendu aux acteurs non-étatiques impliqués mais elle a adopté jusqu'à présent un engagement restreint à l'égard de ces nouveaux acteurs, à l'exception notable des autorités locales et régionales, qui ont bénéficié d'un traitement clairement préférentiel de la part de la Commission au cours de l'année dernière (avec une communication spécifique aux autorités locales (AL) liées au développement, un personnel spécialisé, un financement distinct et des procédures adaptées). Si nous accueillons favorablement cette approche « fondée sur les acteurs impliqués », nous regrettons cependant sincèrement que d'autres acteurs spécifiques n'aient pas été identifiés selon la même procédure et que la réalité de cette approche, et sa reconnaissance, aient été limitées.

-La communauté des OSC déplore également ***l'absence de conditions favorables*** permettant la coordination et l'inclusivité requises, sachant que dans tout dialogue concret, les acteurs ne peuvent pas être tous aussi largement représentés qu'ils le souhaiteraient. Cet état de fait exigera à la communauté des OSC de prévoir une procédure préparatoire et inclusive pour permettre à tous les points de vue d'être exprimés et représentés. Les OSC ont identifié à ce jour seize plateformes* ou réseaux d'OSC activement engagés dans le développement, lesquels pourraient constituer un noyau de représentation pour les OSC dans le dialogue structuré.

Avec les autres plateformes d'OSC, la CSI s'est lancée dans la préparation de cette recherche de dialogue avec une grande ouverture d'esprit. Elle croit sincèrement que ce projet de recherche de « consensus » constituera un véritable exercice d'appropriation démocratique des politiques de coopération au développement, non seulement pour les partenaires institutionnels mais également pour les représentants de la société civile, qui seront ainsi inclus et respectés.

Différents groupes de travail, diverses consultations menées auprès de partenaires des pays du Sud et plusieurs initiatives de soutien fourniront des opportunités de dialogue et le RSCD devra s'organiser en conséquence, afin de définir ses positions et de les diffuser auprès des différents partenaires au niveau national et européen, de ses affiliés et de ses différents bureaux régionaux concernés dans les pays en développement.

* ONG liée au développement – CONCORD, ONG liée aux droits de l'homme – Réseau Droits et Démocratie, ONG liée à la paix et à la sécurité – EPLO, Organisations liées à la jeunesse – Forum européen de la Jeunesse, Fondations privées – Centre européen des Fondations, Fondations politiques – ENOP, ONG liée à l'environnement – GREEN 10, Syndicats – CSI/CES, Mouvement du commerce équitable – Fair Trade Advocacy Offices de l'UE, Groupes vulnérables – IDDC, Femmes et développement – WIDE, Mouvements anti-pauvreté – Réseau européen anti-pauvreté et Emmaüs, Réseaux régionaux – EURAC (Réseau européen pour l'Afrique Centrale) et CIFCA, Coopératives – COOPSEUROPE (Coopératives Europe), Aide humanitaire et de secours – Croix Rouge

Conférence internationale RSCD
MADRID
16-17 mars 2010

“La crise mondiale et l'efficacité de l'aide”

Parallèlement aux questions liées à une meilleure compréhension de la contribution des acteurs issus des OSC, notamment la contribution spécifique des syndicats au développement, fondée sur l'agenda du travail décent et la volonté d'appropriation démocratique du développement, d'importantes **problématiques émergentes** seront discutées, **telles que la décentralisation de la coopération au développement et le rôle de la société civile des pays du Sud, la légitimité des OSC en tant qu'acteurs du développement à part entière, l'environnement favorable aux OSC dans une approche démocratique inclusive du développement, le respect des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, du travail décent et de la durabilité environnementale.**

Seront également abordé les autres enjeux de la coopération au développement actuelle. Les débats ne devront toutefois pas se limiter à des idées philosophiques et à des principes. Le dialogue à quatre voix doit clairement résoudre les questions de mise en œuvre des instruments de l'UE et avancer selon une approche progressive, fondée sur les acteurs impliqués et respectant le droit d'initiative des organisations de la société civile dans la coopération au développement, tant au niveau européen et international que national.

Pour accéder aux documents, veuillez cliquer sur <http://www.tudcnetwork.org>, loguer avec le nom d'utilisateur et le mot de passe, ensuite sur 'coopération au développement' et 'Quadrilogue' (menu à gauche)

Au cours des prochains mois, les réunions du RSCD suivront de près les discussions et ses membres devront également s'engager auprès de leurs plateformes nationales respectives, de leur gouvernement et de leurs députés européens pour s'assurer que nos points de vue seront entendus et pris en compte lors des futures avancées politiques, en particulier dans la perspective de la reformulation du nouvel ICD à partir de 2014.

FORUM DES NATIONS UNIES POUR LA COOPÉRATION EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT (DCF) : DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS

Il convient de rappeler que le premier DCF, qui s'est tenu en juillet 2008, a consacré le DCF comme point focal au sein du système des Nations Unies et principal forum de dialogue international et d'évaluation des politiques dans le domaine de l'efficacité et de la cohérence de la coopération internationale au développement.

La CSI participe au processus du DCF en tant que membre d'un Groupe consultatif multi-acteurs qui a une fonction consultative informelle auprès du secrétariat du DCF. Les autres membres de ce Groupe consultatif sont ActionAid, CIVICUS, le Groupe de travail des femmes sur le financement du développement (WWG), l'Institut Nord-Sud (participant en qualité d'observateur), l'Union interparlementaire (IPU), l'Association des parlementaires européens pour l'Afrique (AWEPA) et United Cities and Local Government (UCLG).

Les activités actuelles incluent la préparation du deuxième Forum à travers une série de colloques de haut niveau qui seront consacrés aux problématiques étroitement liées dans le cadre de la promotion du développement national et de la réalisation des OMD dans trois domaines : (i) responsabilité mutuelle et transparence de l'aide; (ii) coopération Sud-sud et triangulaire; et (iii) cohérence de la politique en matière d'aide afin de remplacer l'aide par des sources de financement du développement à plus long

**Conférence internationale RSCD
MADRID
16-17 mars 2010**

“La crise mondiale et l'efficacité de l'aide”

terme. Une attention particulière sera consacrée aux questions de qualité et d'impact de l'aide dans le domaine de l'égalité de genre et de l'autonomisation des femmes.

Le premier de ces Colloques de haut niveau a eu lieu à Vienne en Autriche les 12 et 13 novembre 2009. La réunion a réaffirmé les recommandations du DCF de 2008 et de la Conférence de suivi de Doha et "souligné le besoin de promouvoir une coopération au développement plus transparente et responsable. [Elle] a recommandé que le DCF de 2010 joue un rôle clé dans le renforcement de la responsabilité mutuelle et la transparence de l'aide. Le DCF aiderait ainsi les acteurs à former des partenariats plus forts, à obtenir de meilleurs résultats en matière de développement et à contribuer aux objectifs internationaux de développement, dont les Objectifs du millénaire pour le développement."

Une autre conclusion principale de la réunion est que "le Forum devrait réaliser, tous les deux ans, un examen complet et précis des avancées réalisées dans le domaine de (i) la responsabilité mutuelle et (ii) la transparence de l'aide, aux niveaux international et national." (Pour en savoir plus sur le Colloque de Vienne et avoir accès aux documents correspondants, veuillez [cliquer ici](#).)

Deux autres Colloques de haut niveau sont programmés dans les prochains mois dans le cadre de la préparation du Forum qui doit se dérouler au siège des Nations Unies à New York du 28 juin au 2 juillet 2010. La date du deuxième Colloque n'est pas encore arrêtée mais le troisième Colloque aura lieu à Helsinki les 3 et 4 juin 2010. Ce colloque sera consacré à : (i) la cohérence des politiques; (ii) l'efficacité de l'aide dans le domaine de l'égalité de genre; et (iii) la responsabilité mutuelle.

La CSI continuera à promouvoir la cohérence et la coordination des politiques entre le DCF et les autres initiatives majeures de coopération au développement, notamment le Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide chargé du suivi de la Déclaration de Paris et du Programme d'action d'Accra.

RAPPORT DE BETTER AID COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT : PAS SEULEMENT DE L'AIDE

Dans ce rapport, BetterAid soutient que les pays développés tout comme les pays en développement manquent d'honorer les objectifs de développement convenus au niveau international (ODCI) et les engagements pris à Paris (2005) et à Accra (2008). En ce qui concerne ces deux derniers accords, les pays signataires se sont collectivement engagés à entreprendre une réforme des modalités relatives à la distribution et à la gestion de l'aide aux fins d'en augmenter l'impact pour ce qui a trait à la réduction de la pauvreté et de l'inégalité, l'augmentation de la croissance, la construction de la capacité et la prompte réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Or leurs actions ne sont pas à la hauteur de leurs engagements.

Afin d'engranger des progrès durables pour les pauvres, la Plate-forme BetterAid appelle à une révision fondamentale des priorités et des pratiques actuelles en matière d'aide, sur la base de principes et d'approches garantissant que l'efficacité en matière de développement soit le moteur de la coopération internationale au développement. Le rapport a été préparé pour la réunion WP Eff en décembre 2009.

Lire le document dans son intégralité [en anglais](#) ou [en espagnol](#).

**Conférence internationale RSCD
MADRID
16-17 mars 2010**

“La crise mondiale et l'efficacité de l'aide”

RÉUNION DU GROUPE DE FACILITATION GLOBAL DE L'OPEN FORUM (OF-GFG)

Le Groupe de facilitation global (GFG) de l'Open Forum s'est réuni à Mexico, le 19 et 20 janvier 2010. Le GFG se compose de 25 représentants d'organisations de la société civile de pays développés et en développement. Il a pour mission de mener à bonne fin la planification et la mise en œuvre de l'Open Forum (OF) sur l'efficacité du développement des organisations de la société civile. Des informations de fond sont à votre disposition sur le site web de l'OF: www.cso-effectiveness.org

Cette session visait à faire le point sur l'état d'avancement du programme d'action adopté lors de la précédente réunion du GFG, en juin 2009, à examiner le budget et à concrétiser les plans pour la prochaine phase des travaux conduisant à la Première Assemblée mondiale, qui se tiendra à Montréal à la fin du mois d'août 2010.

L'Open Forum a amorcé un programme de réunions préparatoires régionales (une par région, couvrant l'Asie, l'Amérique latine et l'Afrique) pour planifier quelque 50 consultations nationales au cours des prochains mois. Les consultations nationales rassembleront les organisations de la société civile pour discuter et identifier les principes clés pour l'efficacité du développement des OSC et des projets de lignes directrices en matière de mise en œuvre, de même que pour permettre une réflexion sur les conditions favorables, tant en termes des relations internes aux OSC que des normes externes visant à appuyer les rôles de développement des OSC. Les résultats, conseils et recommandations émanant des consultations nationales seront soumis à l'Assemblée globale pour accord. Prière de trouver, ci-joint, le texte intégral du rapport de la réunion.

Que représente tout ceci pour la CSI, ses organisations régionales, ses affiliées et le groupement Global Unions ? Tirant parti du travail accompli jusqu'à présent par le RSCD, la CSI a élaboré une proposition en vue de la tenue d'une série de sessions régionales d'information et de consultation visant à la construction d'un consensus concernant l'apport des travailleurs au processus OF. Les possibilités en vue d'une participation syndicale aux consultations nationales seront, elles aussi, explorées. En tant qu'acteurs et partenaires dans le domaine du développement, il est crucial que les arguments des syndicats soient entendus et que les travailleurs participent car nous sommes à même d'apporter une perspective unique et spécifique au processus OF. Finalement, le résultat projeté, c'est-à-dire l'instauration d'un Cadre international pour l'efficacité du développement des OSC, est susceptible d'avoir une incidence déterminante sur notre travail et nos pratiques organisationnelles dès lors qu'il pourrait se convertir en un point de référence dans l'architecture de l'aide mondiale, tant pour les donateurs que pour les gouvernements des pays en développement.

Décision du Conseil européen concernant le Sri Lanka

Le Conseil européen a décidé aujourd'hui de suspendre les **avantages tarifaires prévus par l'accord SPG Plus dont le Sri Lanka** bénéficie pour ses exportations à l'UE, en raison du non-respect de trois conventions des Nations Unies relatives aux droits de l'Homme, condition pour bénéficier de ce système. Le communiqué de presse de l'UE peut [être consulté ici](#) et est présenté ci-dessous pour référence; le règlement d'application est disponible [ici](#).

La suspension des avantages perçus par le Sri Lanka est due aux problèmes concernant les droits de l'Homme non liés à ceux du travail. En novembre dernier, la Commissaire de l'UE pour le commerce de l'époque, Catherine Ashton, a toutefois

Conférence internationale RSCD

MADRID

16-17 mars 2010

“La crise mondiale et l'efficacité de l'aide”

déclaré que la Commission aborderait "l'importance du respect des normes fondamentales du travail au cours du dialogue ultérieur avec le gouvernement du Sri Lanka and soulignerait le besoin d'appliquer pleinement toutes les conventions SPG Plus."

La suspension des avantages commerciaux prendra effet dans six mois, c'est-à-dire le 15 août 2010, si le gouvernement du Sri Lanka ne fait rien pour rectifier la situation.

CONFIRMATION DE LA NOMINATION D'ANDRIS PIEBALGS, AU POSTE DE COMMISSAIRE DE L'UE POUR LE DÉVELOPPEMENT.

La nomination d'Andris Piebalgs, ancien Commissaire pour l'énergie, au poste de Commissaire de l'UE pour le développement a été confirmée, après l'approbation par le Parlement européen de la Commission Barroso II.

Suite à une réunion avec des ONG européennes, présidée par CONCORD, au lendemain de son entrée en fonction, Solidar a déclaré : *"le nouveau Commissaire a exprimé son désir de travailler avec la société civile afin de relever les défis les plus immédiats dans le domaine des politiques de développement de l'UE, c'est-à-dire consacrer 0,7% du PNB à l'Aide publique au développement, réaliser les Objectifs du millénaire pour le développement et reconstruire Haïti. Il a rejeté le concept ODA+, qui ne ferait, selon lui, que compliquer la réalisation des objectifs d'aide et a exprimé son soutien à la Taxe sur les transactions financières et aux autres sources de financement innovant pour le développement.*

Répondant aux préoccupations exprimées par la société civile sur le rôle du développement dans l'architecture post-Lisbonne, il s'est dit confiant que le développement ne serait pas sacrifié au profit d'autres préoccupations dans le domaine de la politique étrangère et a déclaré qu'il avait l'intention de maintenir la priorité accordée par le financement du développement à la réduction de la pauvreté..."

Le RSCD de la CSI a également félicité M. Piebalgs et invité le nouveau Commissaire pour le développement à prononcer un discours à l'occasion de la Conférence de mars.

4. Divers

PROPOSITIONS RELATIVES À LA PRÉSIDENTE ESPAGNOLE DE L'UE ENSEMBLE DE MESURES EUROPÉENNES DE SAUVETAGE DES OMD (OXFAM International)

La promotion d'un développement durable mondial sur la base des huit Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) visant à éliminer l'extrême pauvreté d'ici à 2015 doit plus que jamais devenir une priorité dans la mesure où la crise économique affecte durement les communautés les plus démunies. Nous avons atteint un tournant. Aujourd'hui, 100 personnes franchissent le seuil de pauvreté chaque jour, alors qu'un milliard de personnes souffrent de la faim. Il est urgent de préserver les progrès réalisés depuis 2000 et d'inclure les OMD dans la feuille de route vers la reprise économique mondiale.

La crise a créé de nouvelles possibilités de réaliser d'ambitieux changements. Le G8, le G20 mais également les Nations Unies, n'ont pas pu, concrètement, incarner le leadership si nécessaire afin d'atténuer l'impact de la crise sur les pays les plus affectés. **La décision de l'UE de ne pas promouvoir et mettre en œuvre un ensemble de mesures de sauvetage des Objectifs du millénaire pour le développement serait inexcusable.**

[Pour en savoir plus](#) (anglais)

Conférence internationale RSCD
MADRID
16-17 mars 2010

“La crise mondiale et l'efficacité de l'aide”

ENSEMBLE DE MESURES EUROPÉENNES DE SAUVETAGE DES OMD - DOCUMENT DE TRAVAIL SUR LES SERVICES ESSENTIELS (OXFAM International)

En 2000, à l'occasion du Sommet du millénaire des Nations Unies, 189 pays ont adhéré aux Objectifs du millénaire pour le développement, un ensemble de huit objectifs mesurables, comme par exemple réduire la mortalité infantile de deux tiers d'ici à 2015, ou diviser par deux le nombre de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté d'ici à 2015. Ces objectifs ont été formulés de façon à être réalisables et réalistes compte tenu des délais. Ils furent même critiqués à l'époque par de nombreux observateurs en raison de leur manque d'ambition. Des progrès significatifs ont été réalisés ces dernières années en ce qui concerne certains objectifs, notamment la réduction de la mortalité infantile. La mortalité infantile a reculé d'environ quatre millions de décès chaque année depuis 2000, ce qui est une réussite incroyable. Toutefois, la lenteur des avancées globales est inacceptable et la réalisation de certains objectifs n'a même pas commencé. Les avancées ont été très inégales et principalement portées par la croissance rapide et les progrès des grandes nations asiatiques, dont la Chine, l'Inde, l'Indonésie et le Vietnam. D'autres régions du monde présentent des résultats insuffisants, en particulier l'Afrique sub-saharienne, qui a pris du retard. La réduction de la mortalité maternelle fait partie des objectifs les plus compromis : en 2007, plus de 500 000 femmes sont décédées des suites de l'accouchement - autant qu'en 1990, il s'agit d'un échec consternant.

[Pour en savoir plus](#) (anglais)

5. Appels à projets

FINANCEMENT DE PROJETS UE:

Appels à propositions et appels d'offres ouverts:

Droits humains

[Renforcer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les pays et les régions où ils sont les plus menacés](#)

Développement social et humain

[Promotion et soutien technique à la mise au point de stratégies et d'actions spécifiques nationales dans le domaine de la santé sexuelle et génésique et des droits connexes](#)
(date limite 06/04/2010)

Veuillez également consulter la [page concernant les appels à propositions pour les pays](#)

Conférence internationale RSCD
MADRID
16-17 mars 2010

“La crise mondiale et l’efficacité de l’aide”

6. Ressources

UNE ÉVALUATION DU PROGRAMME D'ACTION D'ACCRA DU POINT DE VUE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Juste avant le troisième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide de 2008, à Accra, une large coalition de plus de 380 organisations de la société civile (OSC) venant de 80 pays a mis au point 16 recommandations. L'intention de la coalition était de formuler les critiques et les préoccupations des OSC sur la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et sur sa mise en oeuvre, et de plaider pour un cadre de la coopération pour le développement plus inclusif et plus durable. L'objet de ce document est de mesurer le degré auquel le Programme d'Action d'Accra (PAA) reflète ces 16 recommandations et de commencer à étudier les défis à venir. Cette évaluation se veut une référence pour les OSC et les autres acteurs du développement qui s'efforcent inlassablement de promouvoir l'efficacité du développement.

[Lire le document](#)

TRAVAIL DÉCENT ET ÉLIMINATION DE LA PAUVRETÉ : ANALYSE DOCUMENTAIRE ET ÉTUDE DE DEUX PAYS

Ergon (réseau indépendant d'experts dans les domaines des droits du travail, des droits humains et de la gouvernance qui s'est engagé à coopérer avec les principales organisations prenant leurs responsabilités au sérieux) a réalisé une étude commandée par le Decent Work and Labour Standards Forum, basé au Royaume-Uni, dont l'objectif principal est d'étudier la contribution possible de l'Agenda du travail décent à l'élimination de la pauvreté, en particulier dans le contexte des crises alimentaire, pétrolière et financière. Compte tenu de l'étendue de cette tâche, une étude de cas a été menée dans deux pays afin de mettre l'accent sur l'aspect pratique. Les deux pays : le Bangladesh et la Zambie ont été sélectionnés afin d'étudier des exemples de marchés de travail opposés et, potentiellement, l'impact des thèmes du travail décent dans la planification du développement. Chaque étude nationale a analysé le degré d'intégration du travail décent dans la planification du développement national et les programmes des bailleurs. Chaque étude a également mis l'accent sur un secteur clé (habillement au Bangladesh et horticulture en Zambie) afin d'analyser les problèmes liés au travail décent dans chacun d'entre eux ainsi que les stratégies élaborées par les bailleurs afin de faire face à ces problèmes.

Le rapport ci-joint présente ainsi une analyse du travail décent à deux niveaux : une synthèse générale du débat lié au travail décent et au développement; et une analyse nationale issue des deux études de cas et une analyse sectorielle dans chaque cas.

[Lire le résumé du document](#) (anglais)

[Lire l'ensemble du document](#) (anglais)

SOCIAL WATCH ÉGALITÉ DE GENRE INDEX 2009

Le Social Watch est un réseau international des organisations de citoyens engagés dans la lutte pour éradiquer la pauvreté et ses causes, mettre fin à toute forme de discrimination et racisme pour assurer une répartition équitable de la richesse ainsi que le respect des droits de l'homme. Le réseau est engagé dans la poursuite de la paix et de la justice sur les plans social, économique, environnemental et social et les rapports de genre et insiste sur le droit de toutes les populations à ne pas vivre dans la pauvreté.

[Pour aller au site web](#) (anglais)

Conférence internationale RSCD
MADRID
16-17 mars 2010

“La crise mondiale et l'efficacité de l'aide”

6. Agenda 2010

16-17 mars

**Conférence internationale RSCD
MADRID
16-17mars 2010
“La crise mondiale et l’efficacité de l’aide”**

18 mars

Réunion du réseau (Madrid - après la conférence internationale)

24-26 mars

Forum à haut niveau sur la coopération Sud-Sud et le développement des capacités (FHN Colombie), Bogotá, Colombia

mai

RSCD séminaire renforcement des capacités en Afrique

Réunion du réseau (Helsinki 10-11-12 mai)

juin

Congrès CSI (Vancouver)

UNDCF (New York 28 juin)

24-26 août

Open Forum GA

septembre

RSCD séminaire renforcement des capacités en Amérique Latine

octobre

Réunion du réseau

RSCD séminaire renforcement des capacités (Singapour)

novembre

Séminaire pour les nouveaux États-membre de l’UE

décembre

Réunion Groupe Experts Consultations régionales (Bruxelles)

Journées Européennes du Développement (Bruxelles 9-10 décembre)



L'équipe RSCD:

Jaap Wienen (Secrétaire général adjoint de la CSI), Jan Dereymaeker (Chargé du réseau), Mamadou Diallo (Chargé de programme), Paola Simonetti (Chargée du projet politique et du plaidoyer), Luc Vermeersch (Chargé de l'information) et Peggy De Clercq (Assistante).